ALGÉRIE-MAROC

Retour au dialogue direct

Le roi du Maroc a missionné un envoyé spécial – Nacer Bourita, ministre délégué aux Affaires étrangères – pour porter un message au Président Bouteflika. C'est le Premier ministre Abdelmalek Sellal qui a reçu en audience l'envoyé spécial marocain. La qualité des membres présents à cette audience, les sujets évoqués lors de celle-ci et le climat général qui a précédé cette audience indiquent que quelque chose est en train de bouger. Comment et dans quel sens ?

Une dépêche de l'agence algérienne officielle de presse APS, reprenant un communiqué du Premier ministère, nous apprend que le Premier ministre a reçu en audience Nacer Bourita, l'envoyé spécial du roi du Maroc «porteur d'un message du souverain marocain au président de la République, Abdelaziz Bouteflika…». Si la rencontre a mis particulièrement l'accent sur «la sécurité régionale, notamment la lutte contre le terrorisme et le crime transnational organisé, les questions liées à la migration et la problématique du développement», le communiqué de l'APS évoque en premier lieu «les questions bilatérales» qui auraient été examinées.

Cela fait bien longtemps que ces questions ne font plus l'objet de rencontre à un tel niveau. Lorsque l'on sait par ailleurs et que l'on voit (JT de 20h de vendredi) qu'à cette audience, a pris part outre Abdelkader Messahel (ministre des Affaires maghrébines de l'UA et de la Ligue des Etats arabes), Athmane Tartag conseiller du président et patron des services, l'on est en droit de se dire que quelque chose est en train de bouger. Dans la journée de ce même vendredi, le patron algérien de la sécurité aurait déjà rencontré à son bureau Yacine Mansouri, le directeur général des études et de la documentation qui accompagne l'envoyé spécial marocain.

Pour tenter de restituer dans son contexte cette visite du porteur de la lettre du roi à Bouteflika, il n'est pas inutile de rappeler que le message royal en direction du Président algérien est venu le lendemain du rétablissement de la mission des Nations-Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour exercer pleinement ses missions. Début mars dernier, le Maroc avait pris des mesures de renvoi de cette mission onusienne en annonçant alors que sa décision était irrévocable et qu'il suspendait sa contribution financière au fonctionnement de la Minusro. Le roi a dû faire marche arrière en acceptant de se soumettre à la décision du Conseil de sécurité pour rétablir la Minusro «dans la plénitude de son mandat et de ré/accueillir tous ses membres avant fin juillet, une partie étant déjà retournée».

Abdelaziz Bouteflika.

Mohammed VI.

Photo : DR

L'envoyé spécial du roi arrive à Alger à la veille de la tenue de la 27e conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine dans la capitale rwandaise. Pour rappel, l'Union africaine a pris des positions très nettes contre l'expulsion par le Maroc des membres de la Minusro et pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, ce qui a fait dire à notre ministre des AE, Ramtane Lamamra, présent aux travaux préparatoires de la conférence de l'UA que celle-ci était «partie prenante aux efforts internationaux pour l'autodétermination du peuple sahraoui» et que ses positions allaient être réitérées. A cette conférence, se rendra aussi le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, comme s'y rendra aussi Brahim Ghali, le nouveau secrétaire général du Polisario et président de la Rasd élu à une majorité écrasante en remplacement du défunt Mohamed Abdelaziz.

Cette élection, d'un «proche de l'Algérie» selon le Maroc, avait très fortement irrité la monarchie marocaine. A la veille de la tenue de cette conférence de l'UA, le Maroc semble avoir de fortes velléités, selon la presse marocaine elle-même (*Akhbar El Youm*, notamment) d'officialiser son retour au sein de l'Union africaine. Le Maroc, pour rappel, a quitté l'organisation de l'Unité africaine le 12 novembre 1984 après que cette organisation eut admis en son sein la Rasd en tant que membre à part entière. La réaction internationale avec l'hommage au défunt et les chaleureuses félicitations exprimées au nouveau président de la Rasd semblent aujourd'hui avoir contraint le royaume de faire avec et de revenir à la réalité.

Si le Maroc est revenu quelque peu sur ses positions intransigeantes et sa persistance à vouloir occuper le Sahara occidental, qui l'ont condamné par les plus hautes instances internationale (ONU, UA…) qui lui reprochent son refus de laisser les Sahraouis s'exprimer sur leur devenir, ce revirement a tout l'air d'avoir été suggéré par son plus grand soutien, en l'occurrence la France.

L'accueil en Algérie de l'envoyé spécial marocain est en effet venu après que Bouteflika eut transmis un message à Hollande, à l'occasion du 14 Juillet. La teneur de ce message, venu après une période quelque peu froide entre les deux capitales, est plus qu'amicale et ne semble pas relever du simple message protocolaire. Bouteflika s'est félicité «du dialogue politique entre nos deux pays que conforte la régularité de nos échanges et consultations à différents niveaux». Il n'est donc pas exclu que ces échanges ont concerné les relations algéro-marocaines et que la France agit aujourd'hui pour rapprocher les positions sur le Sahara occidental.

Khedidja Baba-Ahmed

AHMED OUYAHIA À ORAN :

«L'Histoire immunise notre pays»

Invité, hier, à prendre part à l'université d'été de l'Ugea qui s'est tenue à Oran, Ahmed Ouyahia, secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), a axé son discours sur le rôle que doivent tenir les jeunes, leur rappelant l'Histoire de la Révolution algérienne, ses acquis et les réalisations de l'après-indépendance. Un rôle qui consiste dira le patron du RND «à expliquer à vos parents, à votre entourage, la nécessité des réformes et des défis économiques qui nous attendent».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Dans un discours quelque peu moralisateur, Ahmed Ouyahia a rappelé que sa génération a tenu son rôle les années écoulées et a su tenir face aux déférents défis : colonisation, indépendance du pays, construction du pays économiquement, défis face au terrorisme. D'où l'importance de connaître l'histoire de son pays, car dit-il «grâce à l'histoire, nous immunisons notre pays».

Pour le SG du RND, la nouvelle génération a vécu les plus belles années de prospérité de l'Algérie depuis son indépendance et ne doit pas céder aux discours de ceux dont l'Etat a fait des cadres et de hauts responsables, qui, à défaut d'être au pouvoir, ont lancé ce raisonnement «un pays riche et un peuple pauvre». «Je leur dis que si ce que vit le peuple algérien c'est cela la pauvreté, alors je peux dire, vive la pauvreté ! ». Des défis attendent l'Algérie insiste-t-il, dès lors il faudrait travailler davantage, moderniser l'économie, et promouvoir la démocratie multiple.

L'intervenant déplore l'absence du rôle des politiciens qui, dit-il, ne se préoccupent que du koursi, avec des programmes politiques faibles, d'où un absentéisme électoral. «Le rôle des jeunes est de peser, inscrivez-vous sur les listes électorale, ne boycottez pas les échéances électorales, ne laissez pas le terrain vide aux opportunistes.»

A. B.

Ouyahia et la Turquie

«L'Etat algérien a tout mis en œuvre pour préserver la stabilité et la paix, l'armée… il reste à présent une seule chose pour protéger le pays : son peuple.» Une première réaction à une question relative à la tentative de coup d'Etat en Turquie par des militaires. Et de poursuivre «la tentative, je suppose a avorté, cela a pu être stoppé grâce à quoi ? Grâce au peuple qui était debout, le peuple est sorti dans la rue. Ce matin, le président Erdogan tenait un discours face à près de 10 000 citoyens. Lorsqu'un peuple se solidarise et prend conscience des dangers, il peut vaincre même celui qui est plus fort que l'Otan. C'est cela la solution, la mobilisation d'un peuple».

Quant aux raisons de cette tentative de coup d'Etat, Ahmed Ouyahia dira qu'il est prématuré d'analyser la situation et que seuls les Turcs en sont capables. Toutefois, il estime qu'il y a certainement des raisons internes et d'autres externes. «La Turquie connaît une évolution et commence à prendre de l'importance, c'est aussi un pays qui ne fait pas partie de l'Occident et ne partage pas ses options et il dérange.»

Pour le SG du RND, un coup d'Etat qui ne réussit pas dans les premières heures va vers l'échec.

A. B.

FILLALI GHOUINI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MOUVEMENT ISLAH :

«Le blocus politique a trop duré»

Estimant que le blocus politique n'a que trop duré, le secrétaire général du mouvement Islah invite aussi bien les partis de l'allégeance que ceux de l'opposition, dont sa formation fait partie, à taire leurs divergences pour consacrer un consensus national, seul salut pour le pays.

Filali Ghouini SG d'El Islah.

Photo : NewPress

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Filali Ghouini, qui fait face ces jours-ci à une fronde menée par l'ex-secrétaire général Mohamed-Djahid Younsi, soutenait, hier samedi, lors d'un meeting organisé dans une salle du cercle des Moudjahidine, à Alger, et a saisi l'occasion du coup d'Etat qui a échoué en Turquie, pour inviter les Algériens à apprendre à se rapprocher les uns des autres et à défendre la souveraineté, les institutions, la stabilité et la sécurité du pays. Ce qui ne saurait être possible, selon lui, «sans un consensus national le plus large possible à même de renforcer le front interne, sans perdre davantage de capacités et de temps à emprunter les expériences des autres».

Le secrétaire général du mouvement Islah soupçonnera le système de préparer une nouvelle configuration de la scène politique nationale à travers notamment le projet de loi portant régime électoral avalisé par l'APN et qui sera débattu cette semaine au Conseil de la nation. «C'est un projet qui, si jamais il est adopté, enlèvera tout sens à l'agrément des partis et ne fera que «consacrer davantage la fraude et l'intrusion de l'argent sale dans la sphère électorale et donc politique». Ceci à travers l'obligation faite aux partis n'ayant pu avoir que 4% des suffrages exprimés lors du dernier scrutin à collecter un certain nombre de paraphes d'électeurs.

Pour Ghouini, cette disposition ne fera «qu'encourager les électeurs, déjà trop nombreux à tourner le dos aux élections, à bouder encore et encore les scrutins. Elle fermera donc, l'opération électorale et politique plus qu'elle ne l'ouvrira» comme il lui est prêté par les voix officielles.

D'où son plaidoyer pour le retrait de ce projet de loi, invitant à revoir la loi électorale en vigueur.

Ceci dit, cette invitation faite aux partis politiques, qu'ils soient de l'opposition ou du pouvoir, à faire leur autocritique, n'est pas synonyme de renoncement du parti à l'action au sein de l'opposition. «Nous continuerons à agir au sein du pôle des forces du changement et de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition», a soutenu en aparté le premier responsable d'El Islah. Ghouini démentira tout lien dans cette nouvelle attitude du mouvement avec la fronde menée ces derniers temps par un groupe de cadres, à sa tête l'ex-secrétaire général et ex-candidat à la présidentielle, Mohamed-Djahid Younsi. «C'est un différend autour de la structuration du renforcement des rangs du parti», dira-t-il, précisant n'avoir reçu jusqu'à présent aucune demande de démission de quiconque».

M. K.